

geait une cargaison précieuse de véhicules lourds de modèle avancé que les Russes avaient achetés chez un fabricant de Calgary.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: Plus tôt au cours de ma visite, j'ai été fort heureux d'apprendre qu'une jeune fille d'Edmonton, Mlle Elizabeth Carruthers, s'était classé première à l'une des épreuves du championnat de plongeon à Riga et que deux de ses compatriotes s'y étaient classées troisième et quatrième.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: Comme de telles expériences ne cessent de se multiplier, il n'était que naturel de chercher à mettre de l'organisation et de l'ordre dans les rapports canado-soviétiques, et c'est là l'objet du protocole signé à Moscou la semaine dernière et déposé à la Chambre le même jour par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp).

Ce document, que j'estime important, contribue beaucoup à mettre les consultations canado-soviétiques sur un pied d'égalité avec celles que nous avons depuis des années avec le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon. Les députés se rappelleront, monsieur l'Orateur, qu'une entente semblable a été conclue avec le Mexique lors d'un périple du comité ministériel en Amérique latine, et que des accords de consultations périodiques tant avec la Nouvelle-Zélande qu'avec l'Australie ont été conclus lors de mes visites dans ces deux pays, en mai dernier.

[Français]

Cet élargissement des relations du Canada avec l'étranger continue de prendre de l'ampleur; la révision de notre politique extérieure en a d'ailleurs fait état. Les principes énoncés dans cette révision ont fait l'objet d'un examen approfondi par un comité du Parlement et ont donné lieu à de nombreuses discussions un peu partout dans le pays. La politique étrangère de notre gouvernement s'efforce, là où elle le peut, à contribuer au maintien de la paix dans le monde et à renforcer nos relations avec un certain nombre de pays. Dans un cas comme dans l'autre, le but de cette politique est de servir les valeurs et les intérêts fondamentaux du Canada. Le protocole canado-soviétique constitue une étape normale de la réalisation de cette politique.

Comme l'indique le communiqué déposé à la Chambre ce matin, le protocole prévoit des consultations continues, à divers niveaux, sur des questions semblables à celles que j'ai discutées avec les dirigeants soviétiques, le Président Podgorny, le premier ministre Kossyguine et le secrétaire général Brejnev.

Le communiqué fait allusion à l'importance de diminuer les tensions internationales, et d'établir la stabilité et la détente en Europe.

Le communiqué formule également des vœux quant à la coopération économique, scientifique et technologique, quant au commerce canado-soviétique et à la mise en valeur de l'Arctique et des régions septentrionales, y compris la sécurité maritime et la prévention de la pollution.

Le communiqué insiste également sur l'importance de la prochaine conférence des Nations Unies sur l'environnement; il exprime la conviction que les problèmes inter-

nationaux doivent être résolus conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, et que l'Organisation des Nations Unies doit connaître une plus grande efficacité.

Enfin, le communiqué reflète la satisfaction qu'inspire la conclusion du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du Traité interdisant le dépôt d'armements de destruction massive au fond des océans.

Je ne peux concevoir, monsieur le président, que le parti conservateur progressiste puisse laisser entendre, dans sa motion, que des discussions sur des sujets d'une telle importance pour le Canada ne devraient pas avoir lieu avec l'Union soviétique. Il est également inconcevable que l'opposition officielle puisse prétendre que la politique du gouvernement visant à élargir et à raffermir les relations du Canada avec certains pays lui soit inconvenue ou lui apparaisse indésirable.

Si, au contraire, l'objet de cette motion et du présent débat est de faire connaître au Parlement et au peuple canadien les initiatives positives et généreuses du gouvernement en matière de politique étrangère, je m'en réjouis. Je me permets de rappeler à la Chambre que la révision de notre politique extérieure nous a amenés à conclure qu'il nous fallait exploiter avec vigueur les occasions de promouvoir les intérêts du Canada; que, partout où la chose serait possible, nous ne nous contenterions pas d'attendre passivement les événements pour, ensuite, y réagir; que, bref, nous chercherions à mettre en œuvre de la façon la plus judicieuse et la plus avantageuse possible le vaste éventail d'options politiques qui s'offre au Canada, ce pays qui jouit d'un si haut prestige à l'étranger.

Ce que nous avons entrepris à cet égard, nous allons le poursuivre.

Sans altérer de quelque façon notre amitié et nos contacts avec des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et d'autres avec lesquels nous avons une longue tradition de relations amicales, c'est avec un regard neuf que nous avons examiné le monde actuel et les intérêts que nous y avons. Alors que certaines régions du monde, dans le passé, n'avaient pas fait l'objet d'une attention particulière de la part du Canada, nous avons lucidement pris l'initiative de chercher à nous y faire des amis, d'éventuels partenaires commerciaux, à y voir de riches réservoirs d'information et de conseils pour, de la sorte, mieux affirmer l'indépendance du Canada, un Canada qui ne doit pas être dans une situation d'excessive dépendance ou sujétion vis-à-vis de quelque État ou groupe d'États que ce soit; bref, un Canada doté de sa propre identité et reconnu comme tel, tant par les Canadiens que par les citoyens des autres pays.

Nous avons été actifs dans le monde là où le Canada peut apporter une contribution positive et utile: aide économique et technique, par la création du Centre canadien de recherches pour le développement international; introduction de nouveaux principes juridiques concernant la prévention de la pollution des eaux au large de nos côtes et la protection des pêcheries; diverses études et propositions dans les domaines du désarmement et du contrôle des armements. Nous nous sommes tournés vers l'Amérique latine et nous tentons d'obtenir le statut d'observateur permanent à l'Organisation des États américains; nous avons fait connaître nos nombreux intérêts à l'égard des pays aux confins de l'Océan Pacifique; nous avons modifié notre politique de défense de façon à en